

Burundi : Une entreprise privée accusée de trafic des filles et femmes

@rib News, 09/06/2016 â€“ Source Xinhua Burundi : Une société impliquée dans le trafic des filles et femmes sans aucune inquiétude Une entreprise privée, Société Royal Services, est accusée d'être impliquée dans le trafic des filles et femmes sans aucune inquiétude, contrairement à ce que la société burundaise constate et déplore ces derniers jours malgré certaines contradictions des uns et des autres sur cette question.

"Nous sommes une société qui travaille dans les normes. Nous avons une société s'ur qui est en Arabie Saoudite et les ressortissants burundais qui sont sur place qui suivent en détail le bien-être de nos recrues. Nous travaillons aussi en connivence avec l'Ambassadeur qui est là pour que leurs droits de ces recrues soient respectés, a affirmé jeudi Aline Niyonkuru, directrice générale de la Société Royal Services. Elle a dit que la société recrute les filles et les femmes ont l'âge compris entre 21 et 25 ans et que jusqu'à présent elles sont recrutées comme femmes de ménages. Elle a ajouté qu'avant de partir, ces recrues subissent des examens d'aptitude physique et qu'elles suivent une formation pour qu'elles sachent ce qui leur incombe, le travail qu'elles vont faire et leurs droits et qu'il y a des psychologues qui les suivent pour voir si elles ont compris ce qu'elles vont faire une fois arrivées dans les pays de destination. Le porte-parole du ministère de la Sécurité Publique, Pierre Nkurikiye, a indiqué quant à lui, que les témoignages recueillis auprès des recrues qui parviennent à s'échapper de ces pays montrent qu'elles subissent un traitement dégradant. "Il s'agit d'un réseau de trafiquants. Certains se trouvent à Nairobi au Kenya, d'autres ici au Burundi et d'autres encore à la destination, plus précisément en Arabie Saoudite. Lorsque ces enfants arrivent, ils les accueillent et les mettent dans un endroit et il y a des hommes d'affaires qui viennent et qui choisissent qui ils veulent comme si c'était au marché de bétail", a indiqué Pierre Nkurikiye qui affirme que certaines subissent même un traitement inhumain jusqu'à ce que mort s'en suive. C'est le même son de cloche au sein du Collectif des Associations et ONG Féminines (CAFOP) où sa représentante Ifigale, Soline Rubuka, a fait savoir que c'est une traite moderne et où elle rappelle au gouvernement son droit de protéger la vie des citoyens affectés par ce mouvement qui contribue à la dégradation des mœurs "si les enquêtes prouvent que, pour les filles et les femmes, aller en Oman et en Arabie Saoudite c'est s'exposer à l'exploitation sexuelle et à l'esclavage moderne. Alors que la représentante Ifigale de la Société Royal Services a affirmé qu'elle travaille en étroite collaboration avec l'Ambassadeur du Burundi en Arabie Saoudite où vont la plupart des filles et femmes burundaises recrutées, le ministre de tutelle, Allain Nyamitwe, a indiqué qu'au sein du ministère des Relations Extérieures, il n'en sait rien encore. Pour enfin le Président de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme, Jean Baptiste Baribonekeza, il y a des sociétés qui profitent de la vulnérabilité ou de la pauvreté de certaines communautés pour des fins pécuniaires. Il a ajouté qu'il y a aussi des sociétés qui profitent des lacunes dans différentes législations nationales ou bien dans les procédures opérationnelles de certains pays et profitent de toutes ces lacunes pour s'adonner à ce genre de trafic des humains. C'est pourquoi, a-t-il recommandé, "il faudra vérifier l'agrément de la société et si elle est agréée, si elle se conforme aux lois nationales et aux engagements qu'elle a pris". La police a appréhendé dimanche dernier 4 filles qui étaient allées récupérer leurs documents de voyage à la Police de l'Air, des Frontières et des Etrangers pour se rendre en Arabie Saoudite, alors que ces documents n'étaient pas réguliers d'autant plus que certaines de ces filles étaient encore des mineures qui ont affirmé avoir été contraintes de majorer leurs âges pour faire semblant qu'elles sont majeures."